Document mis à jour en janvier 2026

Les Ami·e·s de la Confédération paysanne

AUX ADHÉRENT·ES

DES AMI·E·S DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

COLÈRES PAYSANNES - DNC

Contexte

Alors que l'épidémie de DNC (Dermatose nodulaire contagieuse) se propage, l**a société civile, aux côtés des éleveurs et éleveuses, se mobilise pour empêcher l'abattage systématique et total des troupeaux,** ordonné par le gouvernement.

Cette maladie génère des symptômes viraux qui peuvent être importants chez les bovins, mais avec **un taux de guérison estimé à 90%. Elle n'est transmissible ni à l'humain ni aux autres espèces d'élevage, et n'altère ni la viande, ni le lait.**

Pourtant, pour des raisons économiques, la maladie est classée en catégorie A par la réglementation européenne, ce qui contraint les États à un objectif d'éradication immédiate. En effet, les animaux infectés ou vaccinés depuis moins de 14 jours ne peuvent être exportés.
De fait, **la réglementation menace davantage les troupeaux, que la maladie elle-même.**
Nos animaux et le bien-être des éleveurs sont, encore une fois, sacrifiés sur l'autel du libre-échange.

Les Ami·e·s de la Confédération paysanne

Position de la Conf' dans le cadre de cette mobilisation

✊Un changement radical de la politique sanitaire de l'État, pour qu'elle priorise enfin la santé de nos animaux et le bien-être des éleveurs et éleveuses sur le commerce international* en mettant en avant nos propositions qui sont mesurées, cohérentes et proportionnées :

- La mise en place d'une euthanasie ciblée des animaux malades, plutôt que l'abattage total d'un troupeau ;
- L'élargissement de l'accès au vaccin sur tout le territoire français ;
- Le contrôle et la réduction des mouvements d'animaux pour limiter la propagation ;
- Le lancement d'une recherche épidémiologique pour mieux détecter la maladie, et tester l'immunité des troupeaux ;
- Le déclassement de la maladie au niveau européen pour que la vie de nos animaux compte plus que le commerce.

✊Un véritable droit au revenu pour l'ensemble des paysannes et paysans : sortons du dogme du libre échange qui empêche la relocalisation de notre agriculture et impose ces politiques sanitaires. Il est primordial d'assurer une **rémunération par des prix minimums garantis** et de mettre des outils de **régulation du marché** permettant d'**arrêter la mise en compétition des paysan·nes du monde entier**. Stoppons net l'accord UE-Mercosur !

*S'il est si défendu par le gouvernement, c'est que l'abattage total permet à la France de garder son statut sanitaire pour ne pas bloquer les exports... Peu lui importe que cela sacrifie l'élevage paysan.

Les Ami·e·s de la Confédération paysanne

Appel à la vigilance

Comment me positionner en tant qu'Ami·e de la Confédération paysanne ?

Face à l'urgence de la situation, la Confédération paysanne et la Coordination rurale (CR) font front commun.

Mais la position de la Confédération paysanne reste claire : "Le libre-échange détruit les paysans en France et à travers le monde, et les exportations ont des conséquences délétères. Nous avons une vision altermondialiste que ne partage pas du tout la CR. C'est un clivage profond qui a toujours été là, et qui le sera toujours, soyons clairs."

En tant qu'Ami·e·s de la Confédération paysanne, nous nous devons de soutenir les éleveurs et les éleveuses et appelons à être présents lors de ces mobilisations.
Toutefois, restons vigilants pour éviter les récupérations politiques.

- **Lors des mobilisations, prendre soin de positionner les drapeaux des Ami·e·s à côté de ceux de la Conf'.** Faire attention à ce qu'ils ne se retrouvent pas côte-à-côte et exclusivement à côté de ceux de la CR ;
- **Soutenir les argumentaires de la Conf' et spécifier les lignes de fractures infranchissables avec la C*R*** *(voir ci-dessous)*.

- **Argumentaire - *des lignes rouges infranchissables***

✓ **Nous soutenons l'agriculture paysanne et les paysan·nes qui la pratiquent**, contre-modèle positif proposé par la Conf (années 90) opposé au modèle d'agriculture productiviste dominant.

✗ → Contrairement à la CR, qui défend le modèle dominant (partisans de la Loi Duplomb) qui broie ses paysan·nes autant que les autres. Tout comme le RN, avec qui la CR ne cache plus ses accointances, qui défend le modèle capitaliste, qui écrase celles et ceux qui votent pour eux...

✗ La CR, depuis mai 2025, active ses capacités de lobbying pour le lancement d'un Référendum d'Initiative Partagée (RIP) pour défendre la "souveraineté agricole française" et la santé des citoyen·nes, au travers d'un argumentaire proche du RN, allant à l'encontre de la **souveraineté alimentaire internationaliste,** initialement définie par la Via campesina et **promue par nos organisations.**

✓ **Nous soutenons les associations et organisations de défense de l'environnement**, contrairement à la CR qui les menace publiquement et les attaque physiquement

✓ **Nous ne rencontrons pas les élus RN**, lesquels s'accordent régulièrement sur des finalités politiques communes avec les membres de la CR

✓ ...et par conséquent, **nous n'adhérons pas à leurs relents identitaires.**

Les Ami·es de la Confédération paysanne

Conf vs CR

- **La CR :** « Nous, on est purement des libéraux », rappelait dans un article, publié dans Libération le 12 décembre, le président de la CR. A rapprocher du slogan du syndicat : « Foutez-nous la paix ! ». La CR est :
- pour la généralisation de l'utilisation des pesticides
- pour l'agrandissement des fermes sans limites : *si elle ne le revendique pas nécessairement comme tel, au nom de la liberté économique, la CR est loin de s'opposer à l'agrandissement. Elle ne partage pas du tout le "3 petites fermes valent mieux qu'une grande" cher à la Conf'.*
- pour l'export mais contre l'import,
- libéraux mais pour les aides publiques, mais sans contrôle… Du trumpisme décomplexé en France. Violent.

- **La Conf' est exactement à l'inverse** :
- répartition des productions,
- défense des petites fermes,
- installer plutôt qu'agrandir,
- équité et plafonnement des soutiens publics et des échanges commerciaux,
- protection des paysan·nes et des ressources naturelles,
- solidarité internationale au sein de la Via campesina…

Modes d'actions

Nos modes d'actions sont pacifiques et non violents, principes fondateurs de notre association et de la Conf'.

- Ci-dessous, un rappel des positionnements de chaque syndicat dans le cadre des dernières élections chambres (Cf "Guide citoyens élections professionnelles").

Les Ami·e·s de la Confédération paysanne

Les Ami·e·s de la Confédération paysanne

ROMPRE AVEC LES PREJUGÉS: PARLER DE LA CONF' AUX PAYSAN·NES

"LA CONF', C'EST LE SYNDICAT DES AGRICULTEUR·ICES BIO ?"

La Confédération paysanne défend tous les paysans et paysannes, qu'ils soient en bio ou non. Nous sommes favorables au développement d'une bio paysanne. Mais le projet d'agriculture paysanne est une démarche bien plus large que le respect du cahier des charges de l'AB car il revendique une approche sociale et territoriale :

- la régulation des marchés pour des prix rémunérateurs;
- la création d'emplois paysans;
- la répartition des moyens de production (foncier, eau, énergies...);
- la défense de l'autonomie paysanne; concernant les semences, le capital, les savoirs paysans, le numérique...

"LA CONF' S'OCCUPE DE SUJETS QUI NE SONT PAS AGRICOLES"

La Confédération paysanne prend position sur des sujets qui peuvent parfois être éloignés des problématiques du monde agricole. Lutter contre la fermeture d'une maternité en milieu rural, exprimer sa solidarité avec des populations paysannes et rurales de pays du Sud subissant des accaparements de terres, dénoncer des projets de loi liberticides pour la liberté d'expression, d'association ou syndicale, sont autant de **positions naturelles pour notre projet d'agriculture paysanne**. Nous assumons pleinement de nous inscrire dans un projet de société, basé sur la solidarité, le partage et la reconnaissance de notre travail d'utilité publique.

"LA CONF' EST TOUJOURS CONTRE TOUT !"

Nous sommes dans un système économique libéral qui détruit l'avenir de nos fermes, qui **prépare un modèle agricole sans paysannes et paysans**. Donc, oui, nombre de nos actions visent ce système délétère. Mais nous portons un modèle d'agriculture moderne liée au territoire, sociale et écologique. Notre ambition n'est pas de rester cantonnés à des niches économiques, mais bien de généraliser un système **qui rémunère dignement tous les paysans et paysannes.**

AVANCÉES ET VICTOIRES RÉCENTES DE LA CONF'

ÉLEVAGE

- ARRÊT de l'activité laitière de l'usine des 1000 vaches
- OBTENTION et lancement d'une expérimentation pour la défense de l'élevage plein-air face à la politique sanitaire actuelle inadaptée et absurde

PRIX

- BLOCAGE d'accords de libre échange (CETA, TAFTA)

FONCIER

- ABANDON de plusieurs projets d'entrepôts logistiques Amazon (5 en l'espace de deux ans)

SOCIAL

- REVALORISATION des retraites agricoles (même si beaucoup reste à faire) : amélioration des plus petites retraites (aides familiaux, conjoint·es) et ouverture des 85% du SMIC aux personnes en invalidité

PAC

- AIDE au petit maraîchage dans la PAC 2023-2027
- OBTENTION d'une surprime des 52 premiers hectares, bien qu'insuffisante
- REVALORISATION de l'écorégime pour l'Agriculutre Biologique (AB) par rapport à Haute Valeur Environnementale (HVE)

INSTALLATION

- VICTOIRE de la Conf' sur la prise en compte de la diversification dans les revenus disponibles agricoles !

SEMENCES

- MORATOIRE en cours sur les OGM, blocage de la déréglementation des nouveaux OGM

COVID

- MAINTIEN et réouverture de marchés de plein-vent durant les confinements Covid, grâce au travail de la Conf'

Les Ami·e·s de la Confédération paysanne

LES TRAHISONS DE LA FNSEA

LA FNSEA NE DÉFEND PAS UN REVENU PAYSAN DIGNE POUR TOU.TES

La FNSEA a besoin de la disparition des uns pour maintenir le revenu des autres, en récupérant leurs terres et outils de production. Elle n'a aucun intérêt à une politique qui protège le revenu paysan de toutes et tous.

Dernière trahison sur le sujet du revenu paysan : **l'opposition de la FNSEA aux prix minimums garantis, « prix planchers »**. Or, cette mesure protégerait le revenu paysan, étant fixé à un niveau équivalent à un prix de revient rémunérateur.

LA FNSEA A TRAHI LES PAYSAN.NES SUR LE GAZOLE NON ROUTIER (GNR)

La colère agricole de janvier 2024 est le résultat des multiples trahisons de la FNSEA. Celle sur le GNR a mis le feu aux poudres. La FNSEA avait négocié en bilatéral avec le gouvernement la baisse progressive de l'exonération fiscale sur le GNR. **Les contreparties obtenues servaient d'abord les plus grandes fermes et aux revenus déjà plus élevés** : avantages sur les agrocarburants, hausse du seuil d'exonération des plus-values professionnelles…

LA FNSEA ACCOMPAGNE LA DISPARITION DES FERMES ET DÉTRUIT L'EMPLOI PAYSAN

Le bilan de la cogestion FNSEA-gouvernement sur l'emploi paysan est catastrophique, **100 000 fermes ont encore disparu** entre 2010 et 2020.

La FNSEA s'oppose frontalement à toute aide en faveur de l'emploi, elle vote contre:

- la revalorisation de la surprime des 52 premiers hectares
- le plafonnement des aides
- le soutien aux petites fermes, aux maraîchers ou aux arboriculteurs.

La FNSEA défend de manière acharnée les aides découplées à la surface, favorisant l'agrandissement. **L'horizon d'une agriculture sans paysan·nes ne leur pose aucun problème !**

LA FNSEA TORPILLE LES PRODUCTEURS ET PRODUCTRICES BIO

La FNSEA a torpillé à de multiples reprises le développement de l'agriculture biologique.

Elle a ainsi prôné la **suppression de l'aide au maintien de l'agriculture biologique**, proposé une **réduction du soutien à la conversion de 5 à 3 ans** et porté le discours d'**une agriculture biologique qui devait s'orienter vers les marchés**. La Confédération paysanne est sans conteste le syndicat agricole généraliste qui défend le mieux les paysan·nes en AB.

LA FNSEA ENCOURAGE LA SPECULATION ENERGETIQUE SUR LES TERRES AGRICOLES

La FNSEA accompagne sans vergogne la course à la production énergétique sur les terres agricoles, sans se préoccuper des dérives des agrocarburants, de la méthanisation et du photovoltaïque. Renchérissement du prix du foncier, impact sur le cours des produits agricoles, concurrence avec l'alimentation humaine, précarisation des paysan·nes dans l'accès au foncier, intransmissibilité des structures…

La FNSEA a encore franchi un cap en prenant la présidence du lobby France Agrivoltaïsme qui a poussé à un décret autorisant des installations recouvrant jusqu'à 40% de la surface d'une parcelle agricole tout en touchant les aides PAC sur ces surfaces !

LA FNSEA EST FAVORABLE A LA COMPÉTITION INTERNATIONALE ENTRE PAYSAN.NES

La FNSEA poursuit une orientation libérale **tournée vers les marchés, au service de filières agroindustrielles, et ne défend en rien le revenu paysan et la relocalisation de nos productions**.

Dernier exemple en date : alors que nous combattons sans relâche le CETA, accord de libre-échange avec le Canada, silence radio du côté de la FNSEA à propos de cet accord.

Les Ami·e·s de la Confédération paysanne

LES ÉCUEILS DE LA CR

Agriculteurs Responsables

UNE VISION PROFONDEMENT ANTISOCIALE

La Coordination rurale n'a **aucune considération pour les conditions de travail des salarié·es**. Elle n'a aussi aucun problème pour des exportations à bas coût qui détruisent les revenus de nos collègues paysan·nes des pays tiers. Elle fustige régulièrement les cotisations sociales, alors qu'elles sont à la base de nombreux droits sociaux pour les paysan·nes : retraites, congés maternité, congés maladie…

LA CAUTION A L'ACCAPAREMENT DES MOYENS DE PRODUCTION: EAU, TERRES, ÉNERGIES

Son idéologie du « chacun pour soi » est une caution à l'accaparement des moyens de production. Sans surprise, la Coordination rurale **soutient à l'échelle nationale les méga-bassines qui sont pourtant un instrument de privatisation d'un commun pour une minorité**.

Elle défend sans complexe un agrimanager comme Thierry Bourret qui cumule avec ses nombreuses sociétés près de 1500 hectares, des centaines de milliers d'euros d'aides PAC et à l'investissement pour un méthaniseur ou autres matériels et des droits d'eau dépassant le million de mètres cubes d'eau.

LA PROXIMITÉ AVEC L'EXTRÊME DROITE ET L'INTOLÉRANCE VIS-A-VIS DU RESTE DE LA SOCIÉTÉ

Plusieurs responsables de la Coordination rurale ne se cachent pas de leurs accointances avec les milieux d'extrême-droite. Le populisme de leur discours cache mal l'absence de réelle remise en cause de l'orientation économique libérale. **« Laissez-nous travailler, foutez-nous la paix »** est un slogan cher à la Coordination rurale. Ce repli sur soi ne peut offrir de solutions durables à la reconnaissance du travail paysan. **De plus, cette posture est le ferment et le fruit de comportements intolérants empêchant le bien-vivre ensemble : sexisme, racisme…**

ABSENCE DE TRAVAIL DE TERRAIN ET DE FOND SUR LES DOSSIERS

La Coordination rurale travaille très peu les sujets et leurs propositions sont souvent très vagues, voire contradictoires. On ne voit pratiquement pas la CR sur le terrain et dans les instances, **sauf au moment des élections professionnelles**.

Un exemple frappant : la CR n'a émis aucune proposition sur la loi d'orientation agricole, en s'abritant derrière une opposition de principe. Pourtant, cette loi est structurante pour l'avenir de l'agriculture et le renouvellement des générations !

OPPOSITION AUX DÉMARCHES DE TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

La Coordination rurale a un discours antiécologique primaire.

Elle **s'oppose systématiquement au financement des mesures en faveur de la transition agroécologique** par la PAC. La priorité est de ne pas toucher aux aides découplées à la surface. Elle est ainsi inexistante sur le soutien aux producteurs bio et aux paysannes ayant contractualisé des MAEC (Mesures agroenvironnementales et climatiques. Elle freine toute velléité de sortie des pesticides.

UNE INCOHÉRENCE GLOBALE SUR SES VALEURS ET SON PROJET

La Coordination rurale peut dire tout et son contraire. Ses différents représentant·e·s s'inscrivent dans une posture individualiste, imperméable à tout esprit de coopération. Selon les départements et les productions, les discours diffèrent du tout au tout.

Attachés à l'indépendance, ils nous rejoignent sur la défense des semences fermières **mais ils ne s'opposent pas aux nouveaux OGM (NTG)**. Rarement systémique, la pensée véhiculée par la CR répond à un problème par une « solution » simple et populiste.